

CONJONCTURE | HAUTS-DE-FRANCE

JUILLET 2022 N°30

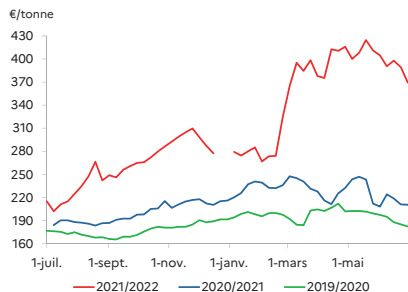
CONJONCTURE AGRICOLE - JUIN 2022

GRANDES CULTURES Les cours restent très élevés en fin de campagne

Les marchés, les cours

Les cours du blé tendre FOB Rouen restent très élevés en juin. Malgré une baisse de 405 à 370 € la tonne au cours du mois, la campagne 2021-2022 se clôture sur une valeur moyenne record de 311,6 € la tonne, à +66 % par rapport à la valeur moyenne quinquennale de 187,7 € la tonne et à +45 % au-dessus de la valeur moyenne de la campagne 2020-2021 de 214,2 € la tonne (Figure 1). Les conditions météorologiques défavorables dans de nombreuses régions du globe, toujours porteuses d'inquiétudes pour les prochaines récoltes et le conflit persistant en Ukraine entretiennent un climat d'incertitude sur les marchés et la volatilité reste de mise. L'augmentation des coûts de production pèse également sur le moral des opérateurs. L'estimation d'une hausse de 100 € pour une tonne de blé, aux prix actuels des intrants, amènerait ces coûts à 315 € la tonne pour la campagne 2023-2024.

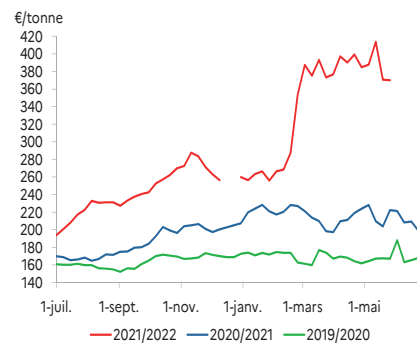
Figure 1 - Prix du blé FOB Rouen Supérieur (A2)



Source : cotations FranceAgriMer

L'orge affiche un cours moyen à 287,9 € la tonne, à +67 % au-dessus de sa valeur moyenne quinquennale (172,8 € la tonne) et à +44 % au-dessus de sa valeur moyenne de la campagne 2020-2021 de 199,8 € la tonne (Figure 2).

Figure 2 - Prix de l'orge fourragère FOB Rouen



Source : cotations FranceAgriMer

Le colza voit son cours baisser en juin. Tout d'abord en début de mois, entraîné par la baisse du cours du canola, puis par celle du cours du palme. Mais c'est surtout la volonté affichée par l'Indonésie de réduire ses stocks par l'accroissement de ses mandats export qui pèse sur le marché des huiles végétales. Cette instabilité est alimentée par les incertitudes sur la demande mondiale, les conséquences du conflit en Ukraine dans ce secteur des oléagineux et des politiques divergentes en matière de biocarburants.

Les échanges

Selon l'Union européenne, au 12 juin, les exportations de blé tendre sont en hausse par rapport à l'an dernier, avec 25,94 millions de tonnes (Mt) de blé tendre contre 25,27 Mt pour la campagne précédente. Elles sont en baisse pour l'orge avec 6,85 Mt d'orge contre 7,21 Mt l'année passée. Les importations de maïs sont en hausse à 15,60 Mt contre 14,54 Mt l'an dernier. Au 26 juin, l'UE estime les importations de colza en baisse avec 5,27 Mt contre 6,51 Mt en 2020-2021. FranceAgriMer révisé à la baisse ses estimations d'exportations de blé tendre origine France hors zone UE pour la campagne actuelle à 9,10 Mt contre

9,25 encore affichés le mois dernier. Cette révision à la baisse s'explique par un manque d'activité en cette fin de campagne, les principaux pays importateurs espérant un repli des cours au moment de la récolte prochaine. Les exportations intracommunautaires sont laissées inchangées à 8,0 Mt. Le stock de fin de campagne reste affiché à 3,2 Mt. En dépit de cette relative timidité des acheteurs, le mois de juin voit le blé tendre origine France remporter un large succès, inédit à cette époque de l'année, avec un lot de 350 000 tonnes exporté vers l'Égypte, sur un achat total de 815 000 tonnes. L'Algérie montre également une volonté d'achat, dépassant les prévisions avec 740 000 tonnes contre 600 000 tonnes prévues initialement. Les origines sont optionnelles mais la France devrait tirer son épingle du jeu.

Malgré les discussions diplomatiques sur la faisabilité de mettre en place un corridor alimentaire, la situation en Ukraine ne montre pas d'amélioration. La logistique reste au centre des préoccupations pour le secteur agricole en Ukraine, avec une capacité maximale à l'export estimée à 2 millions de tonnes par mois tous grains confondus, contre 6 à 7 millions de tonnes habituellement.

Sur le terrain, la récolte 2022

Le déficit hydrique qui sévit sur l'Europe de l'ouest durant cette deuxième moitié du printemps dégrade globalement la qualité des productions de grain. A contrario, ces conditions sont très favorables au déroulement des récoltes, lesquelles sont en avance de dix à quinze jours. Les atteintes à la qualité sont hétérogènes selon les bassins de production et selon les variétés cultivées. Les rendements moyens en revanche sont corrects, même s'ils sont marqués eux aussi par une hétérogénéité entre les différents secteurs.

Figure 3 - CRGC Hauts-de-France

Rendement q/ha	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	Hauts-de-France
Blé tendre	85	94	84	94	89	89
Orge d'hiver	85	89	84	89	85	86
Orge de printemps	51	55	51	55	54	52
Colza	37	41	36	41	40	38
Pois protéagineux	35	35	34	35	36	35

Source : CRGC Hauts-de-France

Le Comité régional des grandes cultures des Hauts-de-France (CRGC) a arbitré, comme chaque année à pareille époque et en fonction des premières observations effectuées sur le terrain, les rendements prévisionnels pour les principales récoltes du moment (Figure 3).

POMMES DE TERRE

Des stocks résiduels en variétés à chair ferme

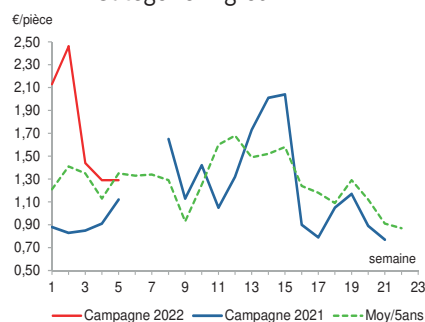
Les comportements des transformateurs sont assez imprévisibles en cette fin de campagne. Quand certains sont en retard d'enlèvement de contrat, d'autres sont à la recherche de compléments ou de surplus de contrats, mais très peu d'activité se déplace vers le marché libre. Les pluies observées en début de mois favorisent la croissance des variétés hâtives et assouplissent la fermeté observée récemment sur les cours. Ceux-ci conservent toutefois une fourchette importante, entre 200 et 250 € la tonne. Les producteurs et expéditeurs qui détiennent encore des stocks font part de leurs craintes quant à leur écoulement. Le marché intérieur est calme, surtout en grandes et moyennes surfaces (GMS) où certaines références sont retirées avec l'arrivée, bien que timide, de l'offre primeur. Pour les variétés ancienne récolte encore en rayon, les opérations de tri sont nécessairement plus importantes, afin d'apporter un gage de qualité au consommateur. La concurrence issue de l'importation est très discrète. La hausse progressive des températures au cours du mois n'encourage pas la

consommation et le marché se resserre. Si les variétés polyvalentes en stock sont quasiment toutes écoulées, ce n'est pas le cas des variétés à chair ferme, notamment à épiderme rouge, dont des volumes significatifs restent à placer. La transition entre les deux campagnes se traduit donc par une cohabitation en rayon.

CHOUX-FLEUR

Une production limitée, des prix soutenus

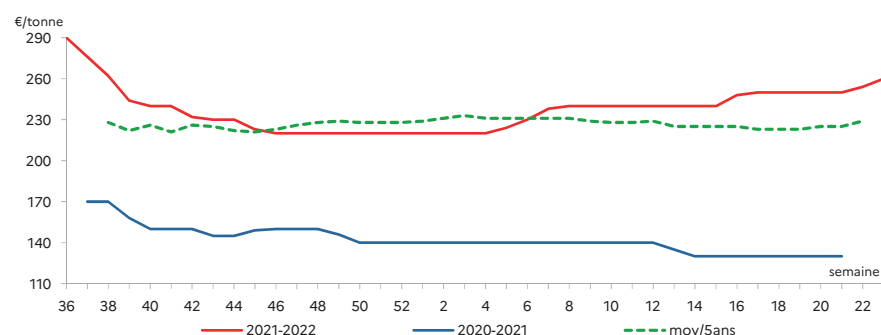
Figure 5 - Chou-fleur Nord-Picardie
Catégorie I - gros



Source : Cotations FranceAgriMer/Réseau des Nouvelles du Marché

En Hauts-de-France, le début de campagne du chou-fleur est timide en production. Les volumes sont limités, en lien avec un déficit hydrique, en particulier dans le marais audomarois, la principale zone régionale de production. Le produit est concurrencé sur le marché par les origines du grand bassin de production breton, qui connaît également un début de campagne d'été limité en production avant de trouver son équilibre, et le chou-fleur belge. Le

Figure 4 - Pommes de terre de conservation - diverses variétés non lavées - Cat. II - 50/75 mm - sac 25 kg - origine France - marché du frais



Source : cotations FranceAgriMer/Réseau des Nouvelles du Marché

cours moyen connaît très rapidement une forte croissance. A la mi-juin, ce cours moyen atteint un pic à 2,46 € HT l'unité, à quasiment trois fois la valeur de 2021 à la même date (0,83 € HT l'unité) et très au-dessus de la moyenne quinquennale, toujours à cette même date (1,41 € HT l'unité).

PRAIRIE

Déficit de la pousse de printemps

La pousse de l'herbe, démarre précocement en mars suite à un hiver doux. Après une alternance de périodes plus ou moins favorables (pluie, froid, sécheresse), la pousse de l'herbe de printemps en région s'avère, fin juin, globalement déficitaire de -5 % à -15 % par rapport à la pousse de référence (période février 1989 - janvier 2019), selon un gradient d'aggravation d'Ouest vers l'Est.

La mise à l'herbe a eu lieu vers le 20 mars. Les premières fauches ont été réalisées en avril, parfois fin mai et offrent des rendements hétérogènes mais de qualité.

VIANDE BOVINE

L'offre déficitaire en viande bovine se poursuit et entretient la fermeté des cours

En France et plus largement en Europe, l'offre déficitaire en viande bovine maintient les cotations à des niveaux élevés. L'inflation a commencé à influencer sur la consommation de viande bovine. Cette tendance est partiellement compensée par un démarrage de la saison touristique estivale en Europe du sud. Les abattages de gros bovins sont très légèrement en recul en cumul annuel à fin mai par rapport à ceux de 2021 à la même date, à l'exception de ceux des jeunes bovins en nette progression (+10 %). Les abattages d'ovins et de porcins reculent fortement dans le même intervalle de plus de -20 %.

Les coûts de production sont particulièrement élevés dans l'ensemble des bassins communautaires. C'est le cas notamment en Espagne où les opérateurs s'inquiètent pour l'avenir de leur filière. En France et aux Pays-Bas, les cours des veaux de boucherie ont entamé leur baisse saisonnière.

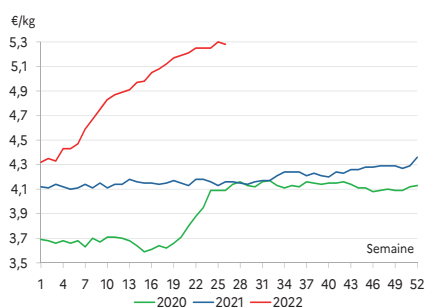
Les exportations de viande maigre française reculent en raison du manque de disponibilité. Les naissances en races allaitantes sont en net recul et les mises en place à l'engraissement ont toujours le vent en poupe. Les expéditions de veaux

de races laitières vers l'étranger restent nombreuses.

Le cours moyen en juin des jeunes bovins Cat.U* dans le bassin Nord-Est gagne seulement 2 centimes/kg sur le mois. Il s'affiche à 5,27 €/kg, en hausse de 33 % et 36 % respectivement par rapport à 2021 et 2020. La vache allaitante de catégorie R* progresse plus nettement et son cours moyen atteint 5,27 €/kg (+10 centimes/kg sur le mois, +27 % par rapport à juin 2021 et +40 % par rapport à juin 2020). Le cours moyen de la vache de réforme laitière de catégorie P* est également en hausse (+8 centimes/kg à 4,85 €/kg) et conserve un écart record avec les années précédentes (+57 % par rapport à juin 2021 et +68 % par rapport à juin 2020). (Figures 6, 7, 8)

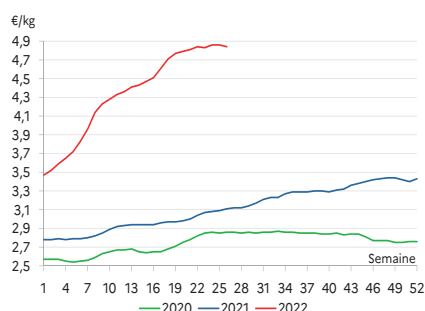
* classement des viandes bovines « EUROP »

Figure 6 - Cours de la vache allaitante - Cat. R



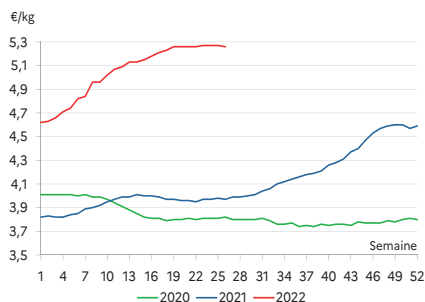
Source : FranceAgriMer – Cotations gros bovins entrée abattoir – bassin Nord-Est

Figure 7 - Cours de la vache laitière - Cat. P



Source : FranceAgriMer – Cotations gros bovins entrée abattoir – bassin Nord-Est

Figure 8 - Cours du jeune bovin - Cat. U



Source : FranceAgriMer – Cotations gros bovins entrée abattoir – bassin Nord-Est

Figure 9 - Abattage gros animaux Hauts-de-France

en tonnes équivalent carcasse	Avril 2022	Mai 2022	Cumul annuel	
			2022	2022/2021
Gros bovins	8 421	8 831	42 287	-0,6%
dont vaches	2 944	4 048	16 438	-0,6%
dont génisses	1 669	1 708	7 955	-0,3%
dont mâles de 12 mois et plus	3808	3 075	17 894	-0,9%
Jeunes Bovins	237	13	971	10,7%
Ovins	96	67	249	-20,7%
Porcins	4 553	4 875	18 389	-21,6%
dont porcs charcutiers	4 379	4 616	17 910	-20,0%

Source : FranceAgriMer – Cotations gros bovins entrée abattoir – bassin Nord-Est

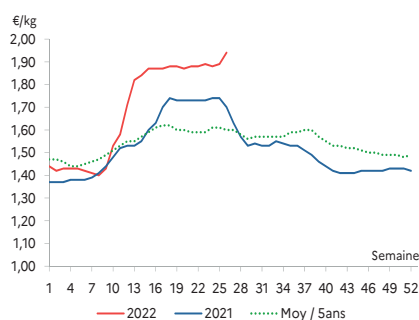
VIANDE PORCINE

Le cours moyen reprend sa croissance

Lors de la dernière décade de juin, le cours moyen du porc charcutier de catégorie E+S* à l'entrée en abattoir reprend sa croissance dans le bassin de production Nord-Est. Ce cours moyen s'établit pour le mois de juin 2022 à 1,88 € HT/kg, à +8,5 % au-dessus de la valeur atteinte en juin 2021 (1,73 € HT/kg) et à +17,4 % au-dessus de la valeur moyenne quinquennale de juin (1,60 € HT/kg). Pour autant, la hausse sensible des coûts de production, en lien avec le conflit en Ukraine et ses conséquences sur les prix des moyens de production (source INAPORC – interprofession du porc), met à mal la rentabilité dans de nombreuses exploitations.

* classement des viandes de porc « SEUROP »

Figure 10 - Cotation porc charcutier bassin Nord-Est



Source : Cotations FranceAgriMer/Réseau des Nouvelles du Marché

Si le marché de la viande reste globalement bien approvisionné, la baisse saisonnière habituelle de l'offre, en France comme dans ailleurs dans l'UE (Allemagne, Espagne) intervient dans un contexte de ralentissement de la demande, causée en partie par l'inflation. Les ventes à l'export marquent le pas.

LAIT

La baisse de la collecte se poursuit en mai 2022

Une nouvelle baisse de la collecte intervient en mai, dans une tendance opposée à l'évolution habituelle du début de campagne. Cette baisse entre avril et mai représente -16,8 hl, soit -0,9 %. Par rapport à mai 2021, la collecte de lait de vache issu et non issu de l'agriculture biologique est inférieure de -133,2 hl (-6,6 %). Côté prix, 416 € rémunèrent les 1 000 litres de lait collecté en région, soit une hausse de 1 € sur un mois, mais aussi une valeur supérieure de 79 € par rapport à la valeur de mai 2021 (+19,34 %). (Figure 11)

L'écart entre le prix rémunéré pour le lait issu de l'agriculture biologique et le lait conventionnel grandit en mai. Il s'établit à 19,34 € pour 1 000 litres collectés.

La tendance est à une baisse de la collecte dans presque tous les bassins excédentaires en production de lait de vache par rapport à leur consommation. Cette tendance perdure malgré des prix du lait historiquement élevés et en hausse confirmée. Ce contexte concerne l'UE-27, où seule la Pologne fait exception. Ces disponibilités laitières en réduction produisent des effets sur le marché des commodités, tel celui du beurre, d'autant que la hausse saisonnière habituelle de la transformation a été limitée par les opérateurs dans l'UE-27 et que la demande est toujours ferme, notamment en Asie.

En France, les répercussions sont diverses selon les segments de marchés dépendant de celui du lait. L'augmentation des cours des produits laitiers s'y répercute plus lentement sur les tarifs des fournisseurs et les prix au détail que dans les pays voisins. La revalorisation y est plus nette sur les autres débouchés, en particulier sur les ingrédients vendus aux IAA ou exportés.

PÊCHE

Tonnages et cours stables sur un mois

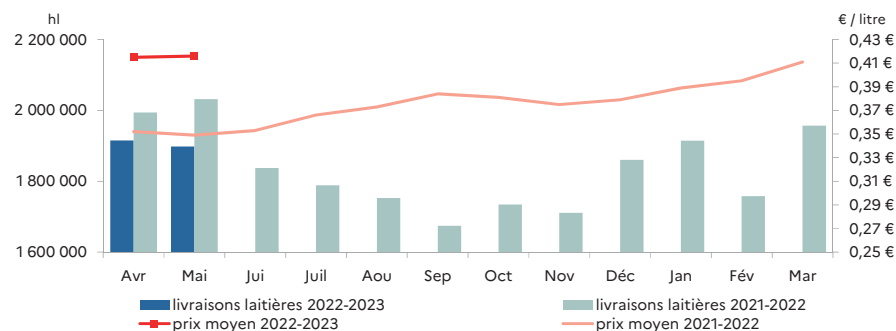
Supérieurs à ceux de juin 2021 (Figure 12), les tonnages enregistrés en juin 2022 à la halle à marée de Boulogne-sur-Mer ne suffisent pas à rassurer les opérateurs, en raison d'un prix moyen qui, s'il se maintient d'un mois sur l'autre, ne parvient pas à absorber l'augmentation sensible des coûts de production, notamment ceux de l'énergie en lien avec le conflit en Ukraine. La diversité des pêches est assez faible. Le maquereau issu des pêches du Nord et la sardine issue de la pêche côtière dominant largement l'offre, complétée par de la seiche. La pêche hauturière quant à elle fournit essentiellement du flétan et de la lingue bleue. La transition saisonnière biologique des gisements tarde à se mettre en place. Le marché est globalement terne. Le rayon marée des grandes et moyennes surfaces (GMS) est assez peu fréquenté et l'arrivée des soldes apporte une concurrence supplémentaire en matière de priorisation de ses achats par le consommateur, dans une période d'inflation sensible. Les grossistes témoignent d'une activité stable et satisfaisante, en raison d'une demande présente au niveau de la restauration traditionnelle, notamment dans les zones côtières. A l'export, la seiche trouve ses débouchés habituels vers l'Italie, l'Espagne et les Pays méditerranéens.

Météorologie

Chaleur précoce et précipitations à l'efficacité limitée

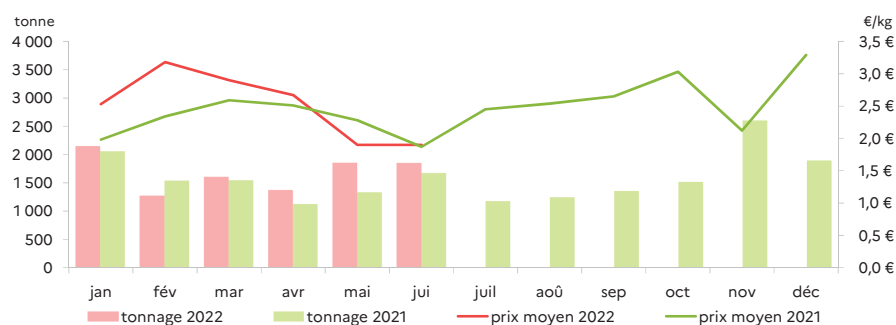
En juin, avec un écart de +2,3°C à +1,9°C au-dessus des valeurs moyennes de référence 1981-2010 du Sud au Nord de la région, la douceur s'installe en Hauts-de-France. Les températures minimales ne descendent pas au-dessous de 6°C et des valeurs maximales de chaleur sont atteintes à la fin du printemps, le 17 (33,6°C à Amiens et 31,7°C à Lille) et

Figure 11 - Livraison régionale de lait de vache à l'industrie - Prix payé aux producteurs



Source : EML - SSP FranceAgriMer - Extraction du 11 juillet 2022

Figure 12 - Poisson - Ventes enregistrées - Port de Boulogne - Calais (hors poisson congelé)

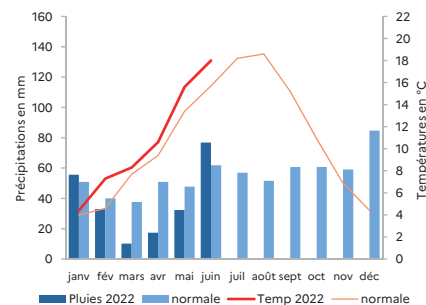


Source : Direction des services Pêche - Port de Boulogne sur Mer - Calais

le 18 (36,1°C à Amiens et 34°C à Lille). Les valeurs moyennes atteintes en 2021 pendant le premier semestre sont battues durant tout ce premier trimestre de 2022 (Figures 13 et 14). Les cumuls des précipitations atteignent 76,8 mm à Amiens et 99,8 mm à Lille, largement au-dessus des valeurs moyennes de juin sur la période de référence 1981-2010 (respectivement

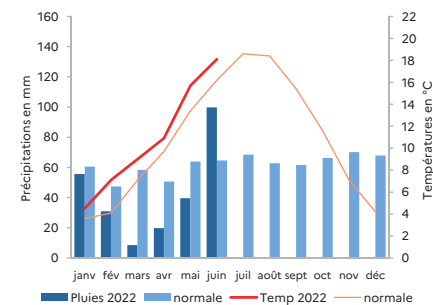
61,9 mm et 64,6 mm). Ces précipitations sont toutefois intenses et concentrées sur des périodes limitées dans le temps. Ainsi 21 jours ne comptent aucune précipitation ou des cumuls journaliers inférieurs à 1 mm à Amiens comme à Lille. L'efficacité des précipitations du mois n'est donc pas optimale. Elle est en outre hétérogène selon les secteurs.

Figure 13 - Station d'AMIENS - GLISY
Températures et précipitations



Source : Météo France

Figure 14 - Station de LILLE - LESQUIN
Températures et précipitations



Source : Météo France



www.agreste.agriculture.gouv.fr

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Hauts-de-France
Service régional de l'information statistique et économique
518 rue Saint-Fuscien - CS 90069
80094 Amiens cedex 3
Courriel : srise.draaf-hauts-de-france@agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Björn DESMET
Directrice de la publication : Émilie HENNEBOIS
Rédacteur : Pascal FOUQUART
Composition : Cathy DESRIVIERRE
Dépôt légal : à parution
ISSN : 2644 - 9307
© Agreste 2022